

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 20/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DU MANS

Les Bois Guillains
37370 BEAUMONT-LOUESTAULT

Références : 2023-1170
Code AIOT : 0010009140

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2023 dans l'établissement CARRIERES DU MANS implanté Les Bois Guillains 37370 Beaumont-Louestault. L'inspection a été annoncée le 18/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DU MANS
- Les Bois Guillains 37370 Beaumont-Louestault
- Code AIOT : 0010009140
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de sables située au lieu-dit " Les Bois Guillains" sur la commune de Beaumont-Louestault est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°18801 du 27 mai 2010 et de

l'arrêté préfectoral complémentaire n°19840 du 21 février 2014. La durée d'autorisation est de 15 ans pour l'ensemble des parcelles concernées, soit une échéance fixée à 2025. L'exploitant actuel de la carrière est la société Pigeon Loire Anjou Granulats. La production annuelle autorisée est de 300 000 tonnes de matériaux extraits.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la visite précédente ;
- la conduite de l'exploitation : plan, bornage, extraction, clôture ...
- le suivi de la qualité des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 2.1.4	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.7.2.1	/	Sans objet
2	Surfaces S1, S2 et S3	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.7.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
3	Rapport annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.7.2.1	/	Sans objet
9	Clôture	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.6.1.2	/	Sans objet
10	Réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 4	/	Sans objet
11	Accréditation ou agrément de l'organisme de mesure	AP Complémentaire du 21/02/2014, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Fréquence et modalités de l'autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 5	/	Sans objet
13	Rétention	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 2.1.3.	Susceptible de suites	Sans objet
6	Bornage	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.1.2	/	Sans objet
7	Extraction	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.4.4	/	Sans objet
8	Accès et voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.7.2.1
Thème(s) : Autre, Suivi annuel d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière est dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ;- le positionnement des talus et fronts d'exploitation. <p>[...] Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des Installations Classées.</p> <p>Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
Constats : Le plan, mis à jour en 2022, ne comporte pas l'ensemble des éléments prescrits par l'article sus-visé et l'échéance de transmission à l'Inspection n'est pas respectée.
Observations : Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2023, le plan mis à jour et disponible sur site était celui du 10 octobre 2022 (les relevés drones ayant été réalisés en octobre 2023, le plan pour l'année 2023 n'est pas encore réalisé). Ce plan avait été transmis à l'inspection par courrier du 26 mai 2023, soit quatre mois après l'échéance fixée par l'article sus-visé. Les éléments suivants sont à noter vis-à-vis du plan du 10 octobre 2022 : <ul style="list-style-type: none">– les limites de l'autorisation et des abords (bande de 50 mètres) ne sont pas entièrement lisibles sur le plan, celles-ci « sortant » du plan ou étant masquées par la cartouche de titre ;– la totalité des bornes (cf. constat n°6 « Bornage ») n'est pas représentée sur le plan, certaines étant manquantes, et aucune indication vis-à-vis de celle-ci n'est présente en légende ;– le piézomètre situé au sud de la carrière (PZ1) n'est pas représenté sur le plan ;– les différentes surfaces (défrichées, décapées, en cours d'exploitation...) ne sont pas représentées sur le plan disponible au sein de la carrière alors qu'elles le sont sur celui transmis à l'Inspection. <p>Les parcelles cadastrales, les zones de stockage, les bassins, l'installation de traitement, les cotes altimétriques, les merlons, les fronts d'exploitation et le piézomètre n°2 ... sont quant à eux présents sur le plan.</p> <p>Une attention particulière doit être apportée à la complétude du plan ainsi qu'au respect de l'échéance de transmission. Le plan mis à jour en 2023 doit être transmis à l'Inspection avant le 1er février 2024.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surfaces S1, S2 et S3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.7.2.1
Thème(s) : Autre, Suivi annuel d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.[...]
Constats : L'annexe au plan d'exploitation, où doit être consignée les surfaces S1, S2 et S3, n'est pas réalisée (l'absence de cette annexe a déjà été mise en avant lors de la visite d'inspection précédente).
Observations : Lors de la visite d'inspection du 11 février 2022, l'annexe comportant les surfaces S1, S2 et S3 n'avait pas été présentée en séance. La mise à jour du plan d'exploitation en 2022 a eu lieu le 10 octobre. Cependant, les surfaces S1, S2 et S3 ne sont toujours pas consignées en annexe de ce plan ni indiquées sur celui-ci. L'exploitant a précisé au cours de la visite du 6 novembre 2023 qu'il prévoyait que ces surfaces soient notifiées dans une cartouche sur le plan de 2023 (en cours d'élaboration). Il est rappelé à l'exploitant que les surfaces S1, S2 et S3 sont définies par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières. L'exploitant doit veiller à ce que ces trois surfaces soient indiquées sur le plan de 2023. Il est rappelé à l'exploitant que si des écarts sont présents entre les surfaces S1, S2, S3 précisées sur le plan et celles prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation, ceux-ci devront être notifiés et commentés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rapport annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.7.2.1
Thème(s) : Autre, Suivi annuel d'exploitation
Prescription contrôlée : [...] Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau ...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation, est annexé au plan susnommé.
Constats : Le rapport annuel d'exploitation n'est pas réalisé.
Observations : Aucun rapport d'exploitation n'est annexé au plan de 2022 et n'a été transmis à l'inspection. Seuls les rapports de mesures des retombées de poussières, du suivi des eaux souterraines et les résultats de l'analyse des eaux en sortie du séparateur à hydrocarbures ont été transmis à l'Inspection le 26 mai 2023 en accompagnement du plan d'exploitation de 2022. L'envoi de ces rapports ne répond pas à ce qui est attendu d'un rapport annuel d'exploitation. En effet, l'exploitant doit faire une synthèse de l'ensemble des contrôles périodiques effectués sur l'année et préciser les quantités extraites, les volumes de remblais, les accidents ainsi que tous les autres faits marquants. Un rapport annuel doit être effectué pour 2023. Il devra être annexé au plan mis à jour en 2023 transmis à l'Inspection et à celui conservé sur site. Ce rapport sera à réitérer chaque année.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 2.1.3.
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation [...]
Constats : Les garanties financières ont été actualisées en mai 2022.
Observations : Lors de la visite d'inspection du 11 février 2022, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas procédé à l'actualisation du montant des garanties financières malgré une hausse de plus de 15 % de l'indice TP01 sur une période de 5 ans. Par courrier du 24 mai 2022, l'exploitant a transmis à la Préfecture l'acte de cautionnement en date du 10 mai 2022 pour un montant de 191 701 € (l'arrêté préfectoral d'autorisation prescrivant initialement un montant de 153 270 euros pour la période d'exploitation 2019-2024). L'exploitant n'avait pas en sa possession, lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2023, le détail du calcul des garanties financières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Renouvellement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 2.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance. L'exploitant adresse au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance ou en cas d'évolution de l'indice TP01 justifiant leur actualisation.
Constats : Les garanties financières actuelles arrivant à échéance fin décembre 2023, le nouvel acte de cautionnement, attestant du renouvellement de ces garanties, n'a pas encore été transmis au Préfet : le délai des trois mois n'est pas respecté.
Observations : L'acte de cautionnement du 10 mai 2022 (cf. constat n°3 "Actualisation des garanties financières") arrive à échéance au 31 décembre 2023. L'exploitant a indiqué avoir sollicité le renouvellement des garanties financières auprès de l'organisme d'assurance-crédit et caution mais ne pas avoir encore reçu le nouvel acte de cautionnement. Il a précisé que le montant calculé des garanties financières à renouveler est de 209 536 euros (avec le TP01 de juin 2023 pris en compte, d'une valeur de 128,3). Le document établissant le renouvellement des garanties financières doit être transmis dans les plus brefs délais au Préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.1.2
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; - le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent être toujours dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a indiqué que 8 bornes sont présentes pour déterminer le périmètre de l'autorisation, numérotées de 1 à 8. Par sondage, les bornes n° 2, 5 (non représentée sur le plan – cf constat « Plan d'exploitation »), 6 et 8 ont été constatées lors de la visite du site. Celles-ci étaient visibles et dégagées. Sur le plan d'exploitation du 10 octobre 2022, une mention « repère altimétrique » est indiquée. L'exploitant a précisé que celle-ci correspondait à un point du pont à bascule qui servait de repère pour le géomètre. La mise à jour du plan d'exploitation s'effectuant maintenant par drones, des cibles ancrées au sol ont été disposées autour de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.4.4
Thème(s) : Autre, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : [...] Le carreau de la carrière a pour côte minimale 120m NGF. Le fond de fouille devra toujours se situer à au moins 10m NGF au dessus de la côte des plus hautes eaux connues de la nappe phréatique du turonien.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Au niveau de la zone d'extraction en cours représentée sur le plan du 10 octobre 2022, quelques points de cotes altimétriques sont inférieures à 120 mNGF (la plus basse étant à 119,08 mNGF) mais le fond de fouille respecte la distance minimale par rapport à la cote des plus hautes eaux, identifiée à 85 mNGF dans le rapport de visite d'inspection du 7 mars 2022 (l'altitude mesurée de la nappe en 2022 était autour de 71 m NGF). L'exploitant a indiqué, au cours de la visite du 6 novembre 2023, que l'exploitation de la zone présentant les côtes en dessous de 120 mNGF était terminée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accès et voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : [...] Les installations et les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussière ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique. A cet effet, l'exploitant procède à l'arrosage de la piste d'accès autant que de besoin ou par tout autre procédé d'efficacité équivalente. Les véhicules sortants du site et transportant des produits pulvérulents sont bâchés.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Concernant le bâchage des camions, l'exploitant a indiqué que celui-ci est vérifié au niveau du pont à bascule, par la personne à l'accueil qui gère la bascule, grâce à la présence d'une caméra. La carrière n'est pas équipée de laveur de roues. L'exploitant a précisé qu'il n'y a pas d'arrosage des pistes. Le jour de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté de dépôt de poussières et de boues sur la route départementale RD29 ni d'envols de poussières. Il est cependant à noter que ce jour-ci, la carrière n'était pas en activité et que les conditions météorologiques étaient favorables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.6.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent en l'absence de merlons. Les merlons implantés à la périphérie du site ne dépassent toutefois pas une hauteur de 2m et ne débouchent pas directement sur les bords de l'excavation.
Constats : La hauteur des merlons périphériques doit être vérifiée. Le cas échéant, la hauteur maximale de deux mètres devra être assurée, notamment pour la conservation de la qualité agronomique des terres végétales utilisées pour constituer les merlons.
Observations : Une clôture est présente seulement à l'entrée du site. L'accès à l'ensemble du reste du périmètre de la carrière est interdit par des merlons périphériques. Le merlon périphérique ouest a été longé lors de la visite du site : la hauteur du merlon varie et semble à vu d'œil dépasser par endroit la hauteur maximale de deux mètres prescrite par l'article susvisé. Le plan d'exploitation ayant plus d'un an (cf. constat "Plan annuel d'exploitation"), il ne permet pas de vérifier les hauteurs des merlons constatées lors de la visite. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les cotes indiquées au niveau des merlons pouvaient prendre en compte la végétation présente sur ceux-ci.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Les eaux souterraines font par ailleurs l'objet d'une surveillance. A cette fin, l'exploitant met en place quatre piézomètres au droit du site dont l'implantation, pour les deux premiers, est conforme à l'étude hydrogéologique réalisées par le cabinet HYDRATECH [...] complété de deux piézomètres supplémentaires implantés respectivement à l'Ouest et à l'Est en périphérie des parcelles autorisées [...]
Constats : Les piézomètres, prévus à l'Ouest et à l'Est du site, n'ont pas encore été mis en place.
Observations : Le réseau de surveillance des eaux souterraines est actuellement constitué de deux piézomètres, le PZ1 au sud du site et le PZ2 au Nord du site. Les deux autres piézomètres qui devaient être implantés dans le cadre de la mise en place de l'utilisation de floculant n'ont pas encore été réalisés, l'utilisation de floculant n'ayant pas été encore mise en place. Cependant, selon l'article sus-visé, la mise en place de ces deux piézomètres n'est pas conditionnée à la mise en place de l'utilisation du floculant, ceux-ci doivent donc être réalisés. Il est à noter, néanmoins, que le dossier de demande d'autorisation en cours d'instruction prévoit l'ajout des deux piézomètres supplémentaires au réseau de surveillance existant (PZ1 et PZ2). Les deux piézomètres PZ1 et PZ2 ont été vu au cours de la visite du site et n'appellent pas de remarques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Accréditation ou agrément de l'organisme de mesure

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/02/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : [...] Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés [...]
Constats : La réalisation des prélèvements et des analyses des eaux souterraines par un organisme extérieur accrédité ou agréé n'a pas pu être justifiée.
Observations : L'exploitant a indiqué que les prélèvements des eaux souterraines et les analyses de celles-ci sont réalisés par le même prestataire. L'Inspection a consulté le site COFRAC mais n'a pas trouvé d'attestation relative aux eaux souterraines pour ce prestataire. Aucune mention liée à une accréditation ou un agrément n'est présent sur les rapports de suivi de la qualité des eaux souterraines. Le justificatif attestant de l'accréditation ou de l'agrément du prestataire ayant réalisé les prélèvements et les mesures est à fournir.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Fréquence et modalités de l'autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : [...] Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement. Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants : niveau piézométrique : semestrielle – température : semestrielle – pH : semestrielle – conductivité : semestrielle – MES : trimestrielle – Hydrocarbures : trimestrielle – Acrylamide, monomère et ses dérivés : semestrielle Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement [...]
Constats : Les courbes d'iso-pièzes et le sens d'écoulement de la nappe sont absents des rapports de suivi de la qualité des eaux souterraines. Des justifications sont attendues quant aux résultats observés pour les matières en suspension.
Observations : Les rapports de suivi des eaux souterraines, réalisés en 2022, ont été transmis à l'Inspection par courrier du 26 mai 2023 : des prélèvements ont été réalisés en février, juin, août et novembre 2022 (rapports n° ENVM202202046, ENVM202206029, ENVM202208008 et ENVM202211016). Pour chaque prélèvement, les niveaux piézométriques ont été relevés à chaque piézomètre et les paramètres pH, température, conduction, matière en suspension et hydrocarbures totaux ont été mesurés : la fréquence d'analyse de ces paramètres est respectée. Le paramètre acrylamide, monomère et ses dérivés n'est pas mesuré. Il est à noter que ce paramètre a été prescrit dans le cadre de l'utilisation de floculants, qui n'a pas encore été mise en place sur le site.

Les rapports de suivi des eaux souterraines ne contiennent pas de carte indiquant les iso-pièzes et le sens d'écoulement de la nappe.

Des écarts de valeurs en MES sont constatés entre les deux piézomètres (allant de 4 à 100 fois plus, pour l'année 2022), l'écart le plus notable est celui de novembre 2022 où une concentration de MES de 10 mg/L a été mesurée au piézomètre n°1 contre 1035 mg/L au piézomètre n°2. Il est à noter que ces écarts ne suivent pas la même tendance : ce n'est pas le même piézomètre qui présente à chaque fois les concentrations les plus élevées en MES (en août 2022, le piézomètre n°1 présentait une concentration de 84,4 mg/L en MES contre une concentration de 6 mg/L pour le piézomètre n°2).

Il est indiqué dans le rapport de suivi de novembre 2022 que la concentration mesurée en MES (1035 mg/L) serait due à la présence de sable.

L'exploitant a indiqué au cours de la visite les valeurs de MES mesurées pour les trois premiers trimestres de 2023 : la même tendance est observée que pour 2022, avec des écarts de moindre ampleur (allant de 2 à 8 fois plus).

L'exploitant doit confirmer le sens d'écoulement de la nappe et justifier les écarts de valeurs en MES entre les deux piézomètres.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité des réservoirs associés [...].

Constats : Un fût d'huile/lubrifiant, stocké hors rétention, a été constaté.

Observations : Lors de la visite du site, un fût d'huile/lubrifiant présent sur une palette a été constaté à l'extérieur, devant le container de stockage et à proximité du séparateur à hydrocarbures.

L'exploitant a indiqué que ce fût venait d'être livré (le jour de livraison n'a pas été confirmé) et que la personne en charge de la mise en sécurité (sur rétention) des produits livrés était en formation.

Il est rappelé à l'exploitant que tout produit susceptible de créer une pollution des eaux ou de sols doit être stocké sur rétention.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet